

# Communiqué de presse

## Allianz Pulse 2021 : Les vieilles croyances ont la vie dure

- Reconstruire de manière plus solide ? Seuls 27% des Français interrogés pensent que la crise Covid-19 va renforcer la solidarité dans l'UE (Allemagne : 23% et Italie 30%)
- Reconstruire plus vert ? Seuls 23 % des Français interrogés sont d'accord avec l'objectif de réduire les émissions de 55 % d'ici à 2030 (Allemagne : 26 % et Italie : 35 %).
- Reconstruire plus digital ? Seuls 27 % des Français interrogés se sentent bien préparés à un monde digital (Allemagne : 30 % et Italie 34 %).
- La crise non oubliée : Pas moins de 53% des répondants français estiment que leur société souffre encore des séquelles de la crise des réfugiés (Italie : 51% et Allemagne : 45%).
- La crise imminente : Seuls 13% des Français interrogés partagent l'opinion selon laquelle l'endettement n'est pas un problème à l'heure actuelle, grâce aux faibles taux d'intérêt (Italie : 12% et Allemagne : 14%).

23 juin 2021

Le groupe Allianz a publié aujourd'hui son dernier "Allianz Pulse", rapport annuel visant à prendre le pouls des citoyens en Allemagne, en France et en Italie. Pour sa troisième édition, un échantillon représentatif de 1000 personnes dans chaque pays a été interrogé sur ses opinions sur les questions politiques et économiques, ainsi que sur ses attentes pour l'avenir.

### Reconstruire de manière plus solide ?

Nos participants ne considèrent pas que des programmes tels que Next Generation EU changent la donne. Seuls 27% des répondants français pensent que la crise Covid-19 va renforcer la solidarité dans l'UE (Allemagne : 23% et Italie 30% ; voir tableau). Cela pourrait s'expliquer en partie par un déficit d'information. Pas moins de 33% des répondants français (30% des Allemands) ont déclaré ne pas avoir encore entendu parler de ces programmes. En Italie, en revanche, le plus grand bénéficiaire des fonds européens, cette proportion n'était que de 15%. Dans ce contexte, le taux d'approbation global de seulement 30% (France : 26%) pour les mesures de l'UE visant à lutter contre le Covid-19 n'est pas une surprise. Par conséquent, le scepticisme vis-à-vis de l'UE reste très présent. A l'image de nos

enquêtes précédentes, les personnes interrogées qui voient plus d'inconvénients que d'avantages à l'adhésion à l'UE sont plus nombreuses en France, à savoir 29% contre 18%. La situation est similaire en Italie (32% contre 28%), mais en Allemagne, c'est l'inverse, bien qu'avec une petite marge (26% contre 32%). *"L'UE reste mal aimée par un grand nombre de citoyens, malgré les milliards d'euros de subventions pour soutenir la reprise", a commenté Ludovic Subran, chef économiste du groupe Allianz. "L'insatisfaction est profonde. Elle est alimentée par l'écart perçu entre les performances économiques nationales. Alors que deux tiers des personnes interrogées en France sont pessimistes quant à l'avenir, seulement un tiers des personnes interrogées en Allemagne sont du même avis. Ce manque de convergence économique est frustrant - et cette frustration est dirigée contre l'UE. Ce n'est pas tout à fait juste, mais les vieilles croyances ont la vie dure".*

### **Reconstruire plus vert ?**

Il y a peu d'accord sur la voie à suivre pour décarboner l'économie, c'est-à-dire en termes de rythme et d'instruments. Seuls 23 % des répondants français sont d'accord avec l'objectif de réduire les émissions de 55 % d'ici 2030 (Italie 35 % et Allemagne 26 % ; voir tableau). Toutefois, les raisons de ce rejet sont très variables : 29% des répondants français estiment que l'objectif n'est pas assez ambitieux, tandis que 32% pensent qu'il va trop loin. Le prix du CO2 - qui est généralement considéré comme le moyen le plus efficace de lutter contre le réchauffement climatique - est l'instrument le moins préféré : Seuls 9% des répondants français sont de cet avis (Allemagne : 8% et Italie : 11%). Le rejet généralisé des prix du CO2 en tant qu'instruments de pilotage apparaît également clairement lorsqu'on les interroge directement sur une taxe sur le CO2. Seuls 14% des répondants français seraient prêts à accepter des augmentations de prix de 10% et plus (Italie et Allemagne : 22% chacun). S'il existe une corrélation entre le soutien à une taxe sur le CO2 et l'âge, le niveau de revenu ne semble pas jouer de rôle dans l'évaluation de la taxe. La responsabilité du climat s'arrête à son propre porte-monnaie, quelle que soit sa taille.

### **Reconstruire plus digital ?**

Les attitudes à l'égard de la digitalisation n'ont guère changé, surtout en France. Comme auparavant, un peu plus de répondants français voient plus de risques que d'opportunités dans la digitalisation (25% contre 18%). En Italie et en Allemagne, en revanche, les partisans de la digitalisation sont clairement majoritaires (44% chacun). Mais même ce chiffre reste bien en dessous de la barre des 50 % : la majorité reste sceptique ou indécise à l'égard de la digitalisation. L'une des raisons de ce scepticisme généralisé à l'égard de la digitalisation est peut-être que seules quelques personnes interrogées se sentent réellement bien préparées au monde numérique. Seuls 27 % des répondants français disent l'être (Italie : 34 % et Allemagne : 30 %). Le reste des interrogés se plaint de problèmes d'infrastructure (18%), d'un manque de compétences (15%) ou d'un équipement inabordable (13%) ; en outre, 14% refusent carrément d'embrasser le monde digital. *"Ces résultats sont vraiment surprenants", a déclaré Arne Holzhausen, coauteur du rapport. "Les fermetures imposées de l'économie ont mis en évidence les avantages de la digitalisation. Celle-ci est désormais présente à tous les niveaux de notre vie - mais pas dans le cœur des gens. Le scepticisme prévaut, surtout en France. Il semble que les vieilles peurs aient la vie dure."*

### **Crises anciennes et nouvelles**

53 % des Français interrogés estiment que leur société souffre encore des séquelles de la crise des réfugiés (Italie : 51 % et Allemagne : 45 %). Ces résultats ont des conséquences sur les options dont disposent aujourd'hui les décideurs politiques. Bien que l'Europe soit confrontée à une forte diminution de sa population active, seuls 9 % des répondants français

soutiennent une politique d'immigration active (Italie : 11 % et Allemagne : 18 %). L'augmentation des niveaux d'endettement est une préoccupation majeure. Seuls 13% des répondants français partagent l'opinion selon laquelle l'endettement n'est pas un problème à l'heure actuelle, grâce aux faibles taux d'intérêt (Italie : 12% et Allemagne : 14%). La grande majorité des personnes interrogées préconisent une politique de réduction de la dette, les instruments privilégiés étant la réduction des dépenses (30 %) et le désendettement (38 %). L'augmentation des impôts est de loin la mesure la moins populaire : seuls 7 % des Français interrogés l'envisageraient.

### Quelles seront les conséquences de la crise Covid pour l'UE ? La solidarité entre les membres deviendra...

Réponses en %

|           |             |    |
|-----------|-------------|----|
| France    | Plus forte  | 27 |
|           | Plus faible | 37 |
|           | Incertaine  | 36 |
| Allemagne | Plus forte  | 23 |
|           | Plus faible | 53 |
|           | Incertaine  | 24 |
| Italie    | Plus forte  | 30 |
|           | Plus faible | 44 |
|           | Incertaine  | 26 |

### Pensez-vous que l'objectif de l'UE de réduire les émissions de CO2 d'au moins 55 % d'ici à 2030 et de ne plus ajouter de CO2 dans l'atmosphère d'ici à 2050 est ?

Réponses en %

|           |                     |    |
|-----------|---------------------|----|
| France    | Trop ambitieux      | 22 |
|           | Pas assez ambitieux | 29 |
|           | Parfaitement exact  | 23 |
|           | N'importe quoi      | 10 |
|           | Incertain           | 15 |
| Allemagne | Trop ambitieux      | 16 |
|           | Pas assez ambitieux | 28 |
|           | Parfaitement exact  | 26 |
|           | N'importe quoi      | 17 |
|           | Incertain           | 13 |
| Italie    | Trop ambitieux      | 23 |
|           | Pas assez ambitieux | 24 |
|           | Parfaitement exact  | 35 |
|           | N'importe quoi      | 4  |
|           | Incertain           | 13 |

Retrouvez le rapport [ici](#) sur le site internet du groupe.

#### **Contact presse du groupe Allianz**

Dr. Lorenz Weimann      Tél. +49.380016891      e-mail : [lorenz.weimann@allianz.com](mailto:lorenz.weimann@allianz.com)

#### **Contact presse Allianz France**

Marie-Françoise Hulin      Tél. +33 7 63 30 36 24      e-mail [marie-francoise.hulin@allianz.fr](mailto:marie-francoise.hulin@allianz.fr)

#### **À propos d'Allianz**

Le groupe Allianz est l'un des leaders mondiaux de l'assurance et de la gestion d'actifs au monde, au service de de 100 millions de clients particuliers et d'entreprises dans plus de 70 pays. Les clients d'Allianz bénéficient d'une large gamme de services d'assurance pour les particuliers et les entreprises, allant de l'assurance dommage, vie, santé aux services d'assistance, en passant par l'assurance-crédit et l'assurance commerciale. Allianz est l'un des plus grands investisseurs au monde, avec près de 740 milliards d'euros sous gestion pour le compte de ses clients. Ses conseillers PIMCO et Allianz Global Investors gèrent en outre près de 1 600 milliards d'euros d'actifs tiers. Grâce à l'intégration systématique de critères écologiques et sociaux dans nos processus d'affaires et décisions d'investissement, nous occupons la première place la première place de l'indice de durabilité Dow Jones (secteur des assurances).

En 2019, plus de 147 000 employés ont généré un chiffre d'affaires total de 142 milliards d'euros et un bénéfice d'exploitation de 11,9 milliards d'euros à l'échelle du groupe.

Ces données sont, comme toujours, soumises à l'avis de non-responsabilité ci-dessous.

#### **Mise en garde sur les déclarations prospectives**

Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la direction de la société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus. Des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels sont possibles.

Ces écarts peuvent survenir, sans s'y limiter, à cause de : (i) changements dans la conjoncture économique et les marchés, en particulier ceux des activités de base du groupe Allianz, (ii) le comportement des marchés financiers (particulièrement la volatilité, la liquidité et les événements de crédit), (iii) la fréquence et la gravité des sinistres assurés, y compris les catastrophes naturelles, et les charges associés aux sinistres assurés (iv) les niveaux et tendances de mortalité et morbidité, (v) les taux de conservation, (vi) l'ampleur des risques de crédit, surtout dans les activités bancaires, (vii) les taux d'intérêt, (viii) les taux de change, notamment le taux EUR/USD, (ix) l'évolution du contexte législatif et réglementaire, y compris les dispositions fiscales, (x) l'impact des acquisitions, y compris les problèmes d'intégration connexes et les mesures de réorganisation, et (xi) d'autres facteurs coopératifs généraux, à une échelle locale, régionale, nationale ou mondiale pour chacun des cas énoncés. Une grande partie de ces facteurs est plus susceptible de se produire ou d'avoir des effets plus prononcés en cas d'activités terroristes et les conséquences qui y sont associées.

#### **Aucune obligation de mise à jour**

La société n'assume aucune obligation de mettre à jour les énoncés prospectifs ou informations contenues dans les présentes, sauf les informations dont la diffusion est requise exigée par la loi.